

NDICI- L'Europe dans le monde: Principaux éléments du projet de PIP régional pour les Amériques et les Caraïbes

Le présent document donne un aperçu de ce qui est envisagé dans le futur programme indicatif pluriannuel (PIP) pour les Amériques et les Caraïbes pour la période 2021-27. L'INTPA B et le SEAE ont organisé des consultations initiales avec les DG et services de la Commission, la BEI, les unités thématiques de l'INTPA et les délégations de l'UE. Les prochaines étapes consisteront notamment à consulter les États membres de l'UE, les ambassadeurs d'Amérique latine et des Caraïbes à Bruxelles, la société civile et les autorités locales, le secteur privé et le groupe de travail des Nations unies sur le FMI.

1. Base de programmation

Le partenariat avec les Amériques et les Caraïbes est au cœur des ambitions de l'UE visant à renforcer l'Europe dans le monde. Cet espace géographique diversifié comprend 35 pays, quatre des partenaires stratégiques de l'UE (États-Unis, Canada, Mexique et Brésil) et 5 membres du G20. Elle représente 33 % du PIB mondial et plus de 20 % de sa population. Dans un monde de plus en plus contesté, l'association de l'UE à ce groupe de pays partageant les mêmes valeurs revêt une importance géostratégique. Ensemble, l'UE et ses partenaires transatlantiques sont une force mondiale pour la démocratie et les libertés fondamentales, le développement durable et le multilatéralisme fondé sur des règles. Représentant plus d'un tiers des membres des Nations unies, l'Europe, les Amériques et les Caraïbes peuvent jouer un rôle décisif dans l'élaboration de l'ordre mondial post-COVID.

Le programme indicatif pluriannuel régional (PIP) pour les Amériques et les Caraïbes contribuera aux objectifs stratégiques généraux de l'UE pour son action extérieure, tels que définis par la Commission européenne (2019-2024) et la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE. Dans un contexte mondial et régional marqué par la reprise de la pandémie de COVID-19, le PIP s'inscrira dans le cadre des efforts déployés au niveau mondial par l'UE pour mieux reconstruire, contribuant ainsi à faire progresser une reprise économique mondiale verte, numérique et durable, ainsi que la résilience et l'autonomie stratégique de l'Union. Il s'efforcera de lutter contre les inégalités, de construire des sociétés plus prospères, plus inclusives et plus durables, en particulier pour les femmes et les jeunes, et de promouvoir les droits de l'homme, la démocratie, la paix et la sécurité. Conformément à la communication conjointe de 2021 sur le multilatéralisme, elle visera à renforcer le multilatéralisme, notamment en encourageant les réformes multilatérales et à relever les défis mondiaux, tels que la santé, la perte de biodiversité et le changement climatique. La diplomatie publique soutiendra la coopération de l'UE avec les Amériques, en luttant contre la désinformation et en renforçant la confiance et la compréhension entre les partenaires en ce qui concerne les priorités stratégiques de l'UE.

De même, le PIP régional visera à faire progresser la dimension extérieure des priorités de la politique intérieure de la Commission européenne, notamment le pacte vert, la transformation numérique, la croissance durable et des emplois décents, la sécurité et une meilleure gestion des migrations. La coopération de l'UE avec les Amériques et les Caraïbes sera guidée par le programme à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD), l'accord de Paris, le programme d'action d'Addis-Abeba et le nouveau consensus européen pour le développement.

Conformément à ces objectifs stratégiques mondiaux, le PIP régional se concentrera sur la poursuite

des objectifs stratégiques spécifiques et des intérêts stratégiques de l'UE vis-à-vis des Amériques et des Caraïbes, en établissant des partenariats dans des domaines d'intérêt commun avec les groupes régionaux et les pays de l'ensemble de l'hémisphère.

S'appuyant sur les partenariats entre les pays, le programme régional sera un vecteur central d'un engagement plus fort et plus stratégique avec l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC), comme l'a demandé la communication conjointe de 2019 au Parlement européen et au Conseil intitulée "Union européenne, Amérique latine et Caraïbes: unir nos forces pour un avenir commun", ainsi que les conclusions du Conseil qui l'accompagnent (mai 2019). Elle mettra en œuvre l'ambition commune des gouvernements de l'UE et de l'ALC de travailler ensemble en vue d'une reprise durable de la pandémie de COVID-19, comme l'a déclaré la réunion ministérielle UE-ALC qui s'est tenue à Berlin le 14 décembre 2020. Il soutiendra également les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ne bénéficieront pas d'un PIP national complet.

De même, le PIP régional devrait faire progresser la mise en œuvre des nombreux accords commerciaux et d'association conclus par l'UE avec l'ALC, en tant qu'instruments mutuellement bénéfiques pour stimuler la reprise économique. L'UE est le premier investisseur dans la région et son troisième partenaire commercial extérieur, après les États-Unis et la Chine. Ces accords sont essentiels pour l'action de l'UE en faveur d'une autonomie stratégique ouverte, en facilitant l'accès au marché tout en permettant des chaînes de valeur bi régionales et mondiales, en stimulant des processus de production durables et en luttant contre les tendances protectionnistes.

Les accords au niveau sous-régional, c'est-à-dire le protocole Caraïbes du futur accord entre l'UE et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (accord UE-OACPS), l'accord de partenariat UE-Caraïbes (APE), l'accord d'association UE-Amérique centrale et, une fois conclu, l'accord UE-Mercosur, constituent une base importante pour le PIP régional. Elle s'efforcera également de contribuer à la mise en œuvre des accords avec les pays qui bénéficieront d'un soutien dans le cadre du PIP régional, y compris l'accord d'association UE-Chili et l'accord global UE-Mexique.

2. Domaines prioritaires de la coopération de l'UE avec la région partenaire

Le PIP régional comprendra deux volets: un panaméricain couvrant tous les pays de l'hémisphère et un pour les Caraïbes, compte tenu de la nature spécifique des relations de l'UE avec cette sous-région. Le NDICI-L 'Europe dans le monde crée la possibilité d'initiatives régionales et sous-régionales à l'échelle de l'Amérique latine et des Caraïbes pour nouer le dialogue avec tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu.

Sur la base du principe de subsidiarité, le PIP régional devrait être complémentaire et éviter les doubles emplois avec les programmes nationaux. Il devrait aborder les questions régionales et transfrontalières, soutenir les alliances ou les coalitions et piloter de nouvelles approches et initiatives. Il inclura des priorités qui seront traitées de manière plus efficace au niveau sous-régional, multinational ou continental, et fournira un soutien supplémentaire pour favoriser l'intégration régionale. Ces actions devraient se concentrer sur la mise en œuvre sur le terrain, assurer la participation effective et le pilotage local des délégations de l'UE et garantir la visibilité dans le pays.

Le PIP régional soutiendra également la coopération bilatérale et multinationale avec les pays qui ne bénéficient pas d'un PIP national complet, conformément aux priorités régionales et aux priorités définies au niveau national pour ces pays.

Volet panaméricain

1. Transition verte
2. Transformation numérique
3. Reprise économique durable et inclusive
4. Gouvernance démocratique, sécurité et migration
5. Cohésion sociale et lutte contre les inégalités

Afin de favoriser la coopération interrégionale et triangulaire, ainsi que de partager les connaissances et les bonnes pratiques, les pays des Caraïbes pourront bénéficier des programmes continentaux soutenus au titre de ce volet. L'intégration régionale et la coopération avec des groupes régionaux partageant les mêmes valeurs et des initiatives plurinationales visant à promouvoir des objectifs communs seront abordées dans tous les domaines prioritaires. Il s'agit notamment de mécanismes et d'organisations interrégionaux tels que l'Organisation des États américains (OEA), la Comunidad de Estados Latin americanos y Caraïbes (CELAC) et la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), des entités bi régionales telles que la Fondation UE-ALC, des efforts sous régionaux tels que le Mercosur et l'Alliance du Pacifique, ainsi que des initiatives plurinationales répondant à des priorités communes.

L'UE continuera également de soutenir le processus d'intégration régionale en place en Amérique centrale, notamment en soutenant le système d'intégration centraméricain (SICA, SIECA), la mise en œuvre de l'accord d'association UE-Amérique centrale et la coopération régionale pour relever des défis communs tels que la migration, le changement climatique et la sécurité des citoyens.

Parmi les pays soutenus au titre de ce volet figurent l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, le Panama, l'Uruguay et le Venezuela. Bien que la dotation précise reste à déterminer, elle contribuera également à la coopération de l'UE avec les États-Unis et le Canada, y compris la diplomatie publique, les contacts interpersonnels et la sensibilisation aux politiques.

Volet Caribéen

1. Partenariat pour un pacte vert
2. Partenariat pour la résilience économique et le commerce
3. Partenariat pour la gouvernance, la sécurité et le développement humain

Guidés par une approche «Policy first», les partenariats englobent un soutien financier bilatéral, multinational et régional, en lien avec le dialogue politique et politique avec la région et les pays. Dans le cadre de ces partenariats, les efforts nationaux sont complétés par une approche régionale et multinationale des Caraïbes qui consolide et soutient l'intégration régionale. Le rôle des organisations régionales et de leurs agences est essentiel pour coordonner et tirer parti des priorités politiques régionales. Les initiatives plurinationales s'appuieront sur les priorités nationales et les intérêts communs, tels que la coopération binationale entre Haïti et la République dominicaine. Pour les petits États insulaires en développement qui ne disposent pas d'un PIP, tels que la Barbade, les pays de l'OECO et Trinité-et-Tobago, les efforts nationaux seront soutenus au moyen d'actions plurinationales, ce qui permettra de réaliser des économies d'échelle.

L'engagement des jeunes et le renforcement de leurs compétences, de leur employabilité et de leur participation politique constitueront des éléments transversaux de l'objectif global du PIP régional consistant à contribuer à des sociétés plus durables, numériques et inclusives.

Le PIP régional soutiendra la diplomatie publique au niveau régional ainsi que dans les pays ne relevant pas du PIP. Le programme ambitieux de l'UE pour la région nécessitera un engagement soutenu de la diplomatie publique afin d'instaurer un climat de confiance, d'améliorer la compréhension de l'UE et de ses priorités politiques et, à terme, de faciliter la coopération future dans tous les domaines d'action.

3. Justification et contexte

Les priorités retenues visent à renforcer l'engagement de l'UE avec les Amériques et les Caraïbes dans un contexte de reprise après la pandémie de COVID-19. Les pays de la région ont été particulièrement touchés par la crise sanitaire et l'ALC, déjà confrontée à une conjoncture difficile avant la crise, est confrontée à la pire récession jamais enregistrée. La pandémie a aggravé les défis structurels existants, tels que les inégalités, l'emploi informel et l'insécurité. Les troubles sociaux et l'instabilité politique qui ont marqué le contexte régional au cours des dernières années risquent de s'aggraver à mesure que les difficultés économiques qu'il risque de se poursuivre risquent de se détériorer, ce qui porte atteinte à la démocratie, à la jouissance des droits de l'homme et à la réalisation des ODD. Il est également dans l'intérêt de l'UE d'aider les pays ALC à réaliser une reprise verte, numérique et socialement équitable, qui contribuera à la prospérité et à la stabilité à long terme de la région.

Pour les Caraïbes, le futur accord UE-OACPS définit les objectifs du partenariat Caraïbes-UE, en tenant compte de la spécificité de la région et de la vulnérabilité intrinsèque de ses petites économies aux chocs extérieurs réguliers. Parmi ces objectifs figurent l'amélioration de la durabilité environnementale et de la résilience face au changement climatique sur terre et en mer, la transition vers une économie durable et diversifiée qui soutient l'emploi et la croissance et favorise le commerce et l'investissement, et la construction de sociétés inclusives et sûres, dans lesquelles les institutions sont responsables et où personne n'est laissé pour compte. L'intégration régionale est un moyen important d'atteindre ces objectifs, ainsi que les nouvelles priorités transversales telles que la transformation numérique. Avec l'impact de la pandémie de COVID-19, cette vision transformatrice est devenue encore plus essentielle pour orienter les investissements dans la région.

Les domaines prioritaires du PIP régional sont pleinement compatibles avec les priorités politiques générales de la Commission. Ils soutiennent également les efforts actuellement déployés pour renouveler et rendre plus stratégique le partenariat de l'UE avec les Amériques et les Caraïbes, en tirant pleinement parti de son potentiel. Le PIP régional aidera l'UE à jouer un rôle de premier plan dans les grands défis mondiaux, tels que le changement climatique, l'environnement, le développement durable et un ordre international fondé sur des règles. Il contribuera directement à la réalisation d'engagements multilatéraux communs, notamment l'Agenda 2030 et l'accord de Paris et la convention sur la diversité biologique. Le PIP régional permettra à l'UE de poursuivre ses intérêts stratégiques dans des domaines tels que la sécurité, le commerce et les investissements et de faire progresser la dimension extérieure des politiques pertinentes de l'UE.

Conformément au règlement NDICI-«L'Europe dans le monde», au moins 85 % de toutes les nouvelles actions auront pour objectif principal ou significatif l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes, et au moins 5 % de ces actions auront pour objectif principal

l'égalité entre les femmes et les hommes. Le PIP régional pour les Amériques et les Caraïbes contribuera de manière significative à la réalisation des objectifs en matière de changement climatique (30 % des dépenses totales de l'IVDCI), de développement humain et d'inclusion sociale (20 % des dépenses totales), tout en contribuant à l'objectif en matière de migration (10 % des dépenses totales). Compte tenu de la nature multidimensionnelle du développement, l'IVDCI permet une coopération avec tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu, tout en respectant l'engagement de l'UE envers les pays qui en ont le plus besoin, avec un objectif d'aide publique au développement (APD) d'au moins 93 %.

Le PIP régional s'inscrira dans le cadre d'un soutien global à l'engagement de l'UE avec les Amériques et les Caraïbes. Les actions soutenues au titre des domaines prioritaires compléteront et apporteront une valeur ajoutée à la coopération et aux initiatives «Team Europe» mises en œuvre au niveau national, comme le prévoient les différents PIP des pays ALC. La cohérence sera assurée avec les actions soutenues au titre des piliers thématiques et de réaction rapide de l'IVDCI, y compris les programmes thématiques relatifs à la société civile, aux droits de l'homme et à la démocratie, à la stabilité et à la paix et aux défis mondiaux, ainsi qu'aux actions de réaction rapide concernant la gestion des crises, la prévention des conflits et les nouveaux besoins et priorités en matière de politique étrangère. Il assurera la cohérence avec l'action humanitaire de l'UE, en favorisant les liens avec les actions de développement à long terme. D'autres instruments et programmes phares de l'UE, tels qu'Erasmus +, Horizon Europe, Copernicus et Galileo, feront également partie intégrante de la réponse de l'UE à la région et aux initiatives «Team Europe».

Les domaines prioritaires ont été définis en tenant compte de l'expérience acquise en matière de coopération régionale au titre du cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020. Une évaluation indépendante des programmes régionaux ALC a mis en évidence la forte valeur ajoutée européenne et l'approche innovante des programmes de coopération régionale, ainsi que les contributions dans des domaines tels que l'environnement et le changement climatique (Euroclima +), le soutien aux réformes politiques favorisant l'égalité sociale (EUROsociAL +), la croissance inclusive et les PME (AL-Invest 5.0 et ELAN), la sécurité (EL PAcCTO, COPOLAD et autres) et les liens entre les programmes et les défis mondiaux. Faisant suite aux recommandations formulées dans l'évaluation, le PIP régional promouvra l'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'une approche fondée sur les droits et visera à renforcer la coordination interne de l'UE, y compris avec les délégations de l'UE et les États membres. Il renforcera le rôle des délégations de l'UE et leur appropriation dans la mise en œuvre des programmes régionaux et promouvra une approche concertée entre les services de l'UE. Une approche coordonnée de l'équipe d'Europe sera mise en œuvre avec les États membres, la BEI et d'autres institutions européennes, sous la forme d'initiatives «Team Europe» sur des priorités communes.

Une approche «Team Europe» sera essentielle pour atteindre les priorités du PIP régional, mettre en commun les ressources pour obtenir un plus grand impact, mieux exploiter les avantages comparatifs des différents acteurs européens (UE, États membres de l'UE, Banque européenne d'investissement, institutions européennes de financement du développement) et renforcer la présence de l'UE dans la région. Poursuivant cette approche, le PIP régional soutiendra les initiatives de l'équipe d'Europe dans des domaines hautement prioritaires, tels que la transition écologique et numérique, au niveau régional et national. En associant plusieurs États membres de l'UE et leurs agences à la conception, au financement et à la mise en œuvre, les programmes régionaux ALC ont été, d'une certaine manière, les précurseurs de l'approche Team Europe.

Le PIP régional s'appuiera également sur l'expérience de l'instrument de partenariat (IP) pour sa part pertinente dans le cadre de l'ancien CFP. L'instrument de partenariat, qui répond au besoin accru de capacités diplomatiques et de politique étrangère de l'UE, a fourni un outil très pertinent pour promouvoir les intérêts stratégiques de l'UE et renforcer le partenariat avec des partenaires stratégiques partageant les mêmes valeurs dans les Amériques. L'IP étant désormais partiellement intégré dans la zone géographique NDICI-Global Europe, le PIP régional garantira le maintien de l'expertise, de la logique et des modalités pertinentes de l'instrument.

DÉTAILS:

- **Soutien de l'UE par domaine prioritaire, pays n'ayant pas de PIP et propositions d'initiatives de Team Europe**
- **Mesures de soutien et FEDD +**

DÉTAILS: Soutien de l'UE par domaine prioritaire, pays n'ayant pas de PIP et propositions d'initiatives de Team Europe

1. Volet panaméricain

Domaine prioritaire 1: Transition verte

Objectif 1: Accroître l'ambition et l'efficacité de l'action pour le climat en Amérique latine et dans les Caraïbes, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris.

Objectif 2: Renforcer la conservation de la biodiversité et faire progresser la gestion durable des forêts, des écosystèmes d'eau douce et des écosystèmes marins.

Objectif 3: Lutter contre la pollution et accélérer la transition vers une économie circulaire.

Domaine prioritaire 2: Transformation numérique et innovation

Objectif 1: Renforcer la normalisation et la coopération réglementaire et politique sur des questions d'intérêt commun

Objectif 2: Développer la connectivité numérique au sein de la région ALC et dans le cadre de l'objectif 3 de l'UE: Encourager la collaboration, la compétitivité et l'innovation du secteur privé dans le domaine numérique

Objectif 4: Soutenir le développement et l'utilisation généralisée de produits et de services numérique pour lesquels l'UE dispose d'une expertise spécifique (par exemple, le secteur spatial, l'observation de la Terre, les services numériques verts).

Domaine prioritaire 3: Reprise économique durable et inclusive

Objectif 1: Renforcer les relations commerciales, les investissements et les relations économiques entre l'UE et l'Amérique latine et les Caraïbes en tant que vecteurs d'une reprise économique durable et inclusive

Objectif 2: Soutenir la transition de l'ALC vers des pratiques économiques et des chaînes de valeur durables.

Objectif 3: Soutenir le caractère inclusif de la reprise économique de l'ALC

Domaine prioritaire 4: Gouvernance démocratique, sécurité et migration

Objectif 1: Renforcer la gouvernance démocratique et améliorer la transparence, l'intégrité, la responsabilité et la capacité de l'environnement démocratique ALC

Objectif 2: Renforcer l'État de droit et la lutte contre la criminalité transnationale organisée dans toute la région, dans le plein respect des principes internationaux en matière de droits de l'homme

Objectif 3: Améliorer les politiques et les capacités en matière de gestion des migrations, notamment dans les domaines des déplacements forcés, de la protection des migrants et de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic de migrants.

Domaine prioritaire 5: Cohésion sociale et lutte contre les inégalités

Objectif 1: Renforcer les contrats sociaux, garantir une participation inclusive aux politiques publiques

Objectif 2: Améliorer l'équité dans la perception des recettes, l'efficacité et l'efficience de l'affectation et utilisation des ressources publiques pour financer des secteurs sociaux clés, réduire les inégalités

Objectif 3: Renforcer les systèmes de protection des personnes contre les risques et garantir l'égalité d'accès aux biens et services publics (en particulier pour les plus vulnérables), y compris des emplois décents

Objectif 4: Renforcer le dialogue régional et bi régional sur la cohésion sociale et les inégalités.

2. Volet Caraïbéen

Partenariat Caraïbes-UE pour un pacte vert

Objectif 1: Les Caraïbes sont plus résilientes face aux effets du changement climatique et aux dangers naturels

Objectif 2: Les pays des Caraïbes intensifient leur transition verte inclusive

Partenariat Caraïbes-UE pour la résilience économique et le commerce

Objectif 1: Le secteur privé des Caraïbes connaît une croissance durable et les deux partenaires tirent parti des possibilités commerciales offertes par l'accord de partenariat économique (APE).

Objectif 2: Les défis communs dans les Caraïbes sont de plus en plus traités au niveau régional

Partenariat Caraïbes-UE pour la gouvernance, la sécurité et le développement humain

Objectif 1: Les sociétés des Caraïbes sont plus sûres, plus inclusives et résilientes

3. Priorités pour les pays bénéficiant d'un soutien au titre du PIP régional

- L'UE approfondira sa coopération avec l'**Argentine**, un membre du G20 et un pays partageant les mêmes valeurs et ayant des liens économiques et culturels étroits avec l'Europe. Parmi les priorités de la coopération figurent i) la promotion de la modernisation économique pour favoriser une reprise verte et inclusive sur le plan social, ii) le soutien à la transition numérique. Aux niveaux multilatéral et régional, un vaste partenariat sur des questions stratégiques d'intérêt commun sera recherché, y compris le Mercosur, tout en faisant progresser la coopération triangulaire et le dialogue sur les partenariats internationaux pour le développement.
- L'UE renforcera encore son partenariat stratégique avec le **Brésil**, l'une des plus grandes économies du monde et un acteur mondial de premier plan, en promouvant un dialogue et une coopération plus étroits dans des domaines d'intérêt mutuel. Parmi les priorités de la coopération figurent i) la contribution à une reprise économique durable sur le plan environnemental et inclusive sur le plan social et ii) la promotion de la transformation numérique.
- L'UE approfondira ses relations avec le **Mexique**, partenaire stratégique et acteur régional

et mondial de premier plan, sur la base d'un accord global modernisé entre l'UE et le Mexique (signature toujours en attente). Parmi les priorités de la coopération figurent i) la promotion d'une reprise verte, ii) la cohésion sociale et la lutte contre les inégalités et iii) la gouvernance démocratique, y compris les droits de l'homme, la sécurité, la justice et les migrations.

- Le **Chili** est un partenaire important et partageant les mêmes valeurs pour l'UE en Amérique latine. Le Chili partage l'ambition élevée de l'UE en matière de changement climatique, un engagement fort en faveur du multilatéralisme et est un partenaire stable en matière d'investissements et d'échanges commerciaux. Les principaux domaines prioritaires en matière de coopération seront les suivants: (i) gouvernance et droits de l'homme, (ii) pacte vert/croissance durable/emplois (iii) numérisation, science & technologie, éducation, culture. L'UE continuera également à soutenir le processus constitutionnel.
- L'**Uruguay** est une démocratie stable avec un engagement fort en faveur du multilatéralisme. La coopération de l'UE pour la période 2021-2027 répondra à la stratégie de développement «Uruguay 2050» pour la période 2021-2027, qui est étroitement alignée sur les priorités politiques de l'UE et proposera une transformation vers un modèle économique durable. Les priorités comprendront (i) promouvoir une transition verte et une reprise économique inclusive fondée sur l'utilisation durable des ressources naturelles; et (ii) assurer une transformation numérique conforme au cadre et aux normes du marché numérique européen (cadre réglementaire, création d'emplois inclusifs).
- Le partenariat UE-Panama **repose** sur des valeurs communes et des liens politiques, économiques et culturels importants. La coopération visera à renforcer encore ce partenariat et cette coopération en mettant l'accent sur la résolution des problèmes mondiaux. Dans ce contexte, les principaux domaines d'action sont les suivants: (i) la transformation numérique et (ii) l'action en faveur du climat et de l'environnement, y compris la sécurité de l'approvisionnement en eau.
- Le **Costa Rica** est un partenaire et un champion régional partageant les mêmes valeurs en matière de changement climatique et d'action en faveur de l'environnement. Le PIP limité, complété par le PIP régional, soutiendra les efforts visant à développer davantage le partenariat étroit de l'UE avec le Costa Rica, en approfondissant la coopération sur la base de domaines prioritaires d'intérêt mutuel. Les principales priorités de la coopération seront les suivantes (i) la décarbonisation et le changement climatique, sur la base du plan national de décarbonisation ;(ii) la numérisation; et (iii) la gestion des migrations.
- Dans le contexte de la crise multidimensionnelle qui sévit au **Venezuela**, le programme régional soutiendra des processus démocratiques ascendants et naissants porteurs de transformation, en renforçant le tissu social et en promouvant le rétablissement de la confiance et du dialogue au niveau local et communautaire. Cet engagement se traduira par trois grandes priorités de soutien: (i) la protection et la promotion des droits de l'homme, de la dignité humaine et de l'inclusion, (ii) la promotion des valeurs civiques, la prévention et la résolution des conflits, ainsi que la participation démocratique, et (iii) le soutien à la résilience des communautés, le renforcement de l'accès durable aux services de base, les capacités de production locales/la génération de revenus, et la promotion d'une gestion socio-économique durable des ressources naturelles.

[Dotation détaillée pour les HIC, y compris les Etats-Unis & le Canada, à déterminer ultérieurement.]

- Le partenariat transatlantique entre l'UE et les États-Unis reste la relation stratégique la plus importante pour l'UE et ses États membres. La coopération avec les États-Unis visera à faire progresser les priorités générales de la (2020) communication conjointe: Un nouveau programme UE-États-Unis pour un changement planétaire», ainsi que les conclusions du Conseil qui l'accompagnent. S'appuyant sur la coopération antérieure au titre de l'instrument de partenariat, l'instrument NDICI-Global Europe contribuera à mettre en pratique ce programme ambitieux, en mettant l'accent sur des priorités essentielles telles que la diplomatie publique, les contacts interpersonnels, le dialogue et le renforcement du partenariat transatlantique en matière de commerce et d'investissement.
- Le **Canada** est un partenaire essentiel pour progresser dans la réalisation des objectifs politiques de l'UE, puisqu'il est membre du G7 et qu'il est un pouvoir de convocation au niveau mondial jouissant d'une influence considérable. La coopération avec le Canada dans le cadre de l'instrument «L'Europe dans le monde» soutiendra la diplomatie publique et les activités de sensibilisation, les contacts interpersonnels, le dialogue politique et les activités de coopération sur des priorités communes, en facilitant l'accès au marché et l'égalité des conditions pour les entreprises de l'UE intéressées par le marché canadien.

4. Propositions d'initiatives de l'équipe d'Europe continentale/plurinationale

Un certain nombre d'initiatives **continentales/plurinationales** de l'Amérique latine et des Caraïbes bénéficieront d'un soutien au titre du PIP régional. Les TEIS couvriront des questions de priorité stratégique sur lesquelles l'UE pourrait avoir un impact transformateur et devenir le partenaire de référence en unissant leurs forces avec les États membres de l'UE, la BEI et les institutions financières européennes (IFE). La liste initiale est la suivante:

- Pacte vert assorti d'une initiative en faveur de la transition verte et d'un fonds d'investissement pour l'Amazonie propre au bassin de l'Amazonie
- Alliance numérique UE-ALC TEI
- Justice et sécurité
- Sociétés inclusives et égalitaires (TEI) (à confirmer)

Deux des initiatives proposées par l'équipe d'Europe pour la **sous-région des Caraïbes** sont plurinationales : La Barbade et l'OECO, ainsi que le Guyana/Suriname, liés à l'initiative Amazon, se concentrent tous deux sur la dimension du pacte vert.

DETAILS: Mesures de soutien et FEDD +

1. Mesures de soutien

Mesures en faveur de la société civile

En complément des actions menées dans le cadre des programmes thématiques¹ et des PIP nationaux, l'engagement de la société civile fera partie de tous les domaines prioritaires du PIP régional: la transition écologique et numérique (par exemple, *sensibilisation et action*); la reprise commerciale et économique (par exemple, *plateformes de dialogue*); sécurité et migration (par exemple, *approche fondée sur les droits*); gouvernance démocratique, cohésion sociale et politiques budgétaires (*contrôle, par exemple*). Les initiatives «Team Europe» financées au titre du PIP régional comprendront également une dimension de la société civile, par exemple en renforçant le rôle des acteurs de la société civile dans la protection de l'Amazonie, en tant que parties prenantes au dialogue politique et à la sensibilisation.

Mesures d'appui: Facilité de coopération, diplomatie publique, dialogue politique et soutien à la dimension extérieure des politiques de l'UE

Volet panaméricain

Les mesures de soutien au titre de ce volet comprennent: A) un mécanisme de coopération régionale, destiné à couvrir les besoins régionaux et les intérêts de l'UE ainsi que les pays (non caribéens) ne disposant pas d'un PIP; et B) des ressources destinées à la diplomatie publique et C) une dotation pour des programmes de coopération innovants.

Facilité de coopération régionale

La facilité de coopération régionale soutiendra la coopération au niveau continental et en Amérique latine, y compris au niveau sous-régional (Amérique centrale) et multinational, ainsi qu'aux pays non caribéens sans PIP.

Diplomatie publique

Afin de s'aligner sur le programme ambitieux de l'UE pour la région, le PIP régional soutiendra les initiatives stratégiques de diplomatie publique afin de permettre un dialogue soutenu avec les principales parties prenantes, les publics cibles et les partenaires. Cet engagement ira au-delà du cycle de vie de projets de coopération spécifiques et sera essentiel pour améliorer l'image et la compréhension de l'UE et de ses politiques, renforçant ainsi la confiance, promouvant les intérêts de l'UE et facilitant la coopération future.

Volet spécifique aux Caraïbes

Une facilité de coopération UE-Caraïbes contribuera à faire avancer les trois partenariats UE-Caraïbes et à améliorer les possibilités qu'offre l'UE pour stimuler les réformes politiques et promouvoir la projection extérieure des politiques internes de l'UE ainsi que des normes internationales.

Il couvrira, pour les Caraïbes, le même type d'actions que celles mentionnées ci-dessus pour la facilité de coopération régionale dans le cadre du volet panaméricain.

¹ Programmes thématiques sur les droits de l'homme, les organisations de la société civile et les défis mondiaux

2. Soutien aux investissements au titre du FEDD +

Le PIP régional constituera la principale source de financement du FEDD +. Cette dotation inclurait les priorités d'investissement définies aux niveaux national (avec et sans PIP), plurinational, sous-régional et régional. Les modalités comprennent les opérations de financement mixte et le provisionnement pour les garanties pour l'action extérieure. Les actions contribueront à la réalisation des domaines prioritaires régionaux recensés dans le présent PIP. Cette dotation peut être complétée par des fonds provenant des PIP nationaux sur la base de propositions concrètes de projets d'investissement dans les pays concernés.

Les synergies et la cohérence entre le financement mixte et les garanties, ainsi qu'avec d'autres instruments (par exemple, l'appui budgétaire et les programmes régionaux) seront analysées et mises à profit. En outre, l'engagement politique et le dialogue politique, sous la direction des délégations de l'UE, orienteront le déploiement des garanties et des opérations de financement mixte.

Le financement mixte est un instrument bien établi dans la région. Il offre une certaine souplesse pour répondre aux besoins et aux défis, notamment en réponse à la pandémie de COVID-19 ou à la crise migratoire. Les délégations de l'UE jouent un rôle clé dans l'identification et la conception des initiatives de financement mixte, conformément aux besoins des pays partenaires. Ils assurent également un dialogue politique sur les domaines prioritaires couverts par les opérations de financement mixte. Le financement mixte est ouvert à tous les domaines prioritaires des PIP nationaux et du PIP régional pour les volets panaméricains et Caraïbes, sur la base du principe de priorité stratégique.

Les garanties contribueront à mobiliser des ressources et à renforcer les relations avec de multiples parties prenantes, des agences des États membres et des banques de développement régionales, des gouvernements nationaux et infranationaux au secteur privé, tout en faisant progresser les travaux sur des modalités financières innovantes, telles que les obligations vertes ou sociales.

- **Garanties non commerciales souveraines & sous-souveraines:** Les domaines susceptibles d'être abordés au moyen des volets dédiés à la BEI (en cours de négociation) sont les suivants: (i) des infrastructures résilientes et respectueuses du climat; (ii) l'énergie durable; (iii) l'accès au financement; (iv) l'eau & l'assainissement. L'inclusion des inégalités et de la cohésion sociale, de la santé, de la sécurité ou de la migration sera encouragée. D'autres secteurs seront pris en considération lorsqu'ils seront conformes aux priorités régionales et/ou nationales.
- **Garanties du secteur privé et opérations commerciales sous-souveraines:** Les domaines pris en considération dans le cadre du «volet d'architecture ouvert» sont les suivants: (i) la transition écologique (y compris l'énergie durable, les transports durables, l'agriculture verte, la biodiversité, la conservation des mers et des forêts, l'eau et l'assainissement, l'économie circulaire); (ii) une reprise économique durable et inclusive, l'accent étant mis sur l'accès au financement (financement des MPME, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes); (iii) villes durables (développement urbain & infrastructure); (iv) transformation numérique (infrastructure numérique, innovation, connectivité, économie numérique); (v) le développement humain (y compris la santé), les migrations, la gouvernance démocratique, la sécurité des citoyens. D'autres secteurs sont également possibles lorsqu'ils sont conformes aux priorités régionales et/ou nationales.